

Editorial

De Bruxelles à Valence


A gauche toute », « radicalisation », « un congrès de guerre civile », « ils veulent notre mort », « happening gauchiste ». Ces titres et quelques autres ont fleuri à la une des quotidiens pendant et après le congrès socialiste de Valence. Il a suffi que quelques dirigeants du PS « réclament des têtes » pour déclencher ces cris alarmistes, du *Matin* au *Monde*, de *l'Aurore*, au *Quotidien de Paris*, sans oublier *les Echos*.

Saisissant l'occasion offerte par la furia parlementaire de la droite contre les nationalisations, des dirigeants du PS ont anticipés sur de volonté — majoritaire chez les délégués — d'aller de l'avant plus vite et plus fort. Ils ont ainsi canalisé la pression de la base — reflet des exigences sociales montantes — et évité que les aspects les plus conciliateurs de la politique gouvernementale vis-à-vis des patrons ne soit mise en cause par les congressistes.

Parmi d'autres, mais au premier chef, un élément de cette politique aurait dû retenir l'attention des délégués socialistes, car il détermine l'ensemble de l'orientation gouvernementale : il s'agit des conditions imposées par les partenaires socialistes de la France dans la CEE, en contrepartie de la dévaluation du franc.

« Jacques Delors prononce dans ce domaine des paroles que j'ai entendues, mon Dieu, il y a un an ou deux, disant que la hausse des salaires ne doit pas dépasser le coût de la vie et que cela est d'un intérêt national. Ce n'est pas pour me choquer, c'est simplement pour rafraîchir mes souvenirs. » L'ironie cynique de François Ceyrac — puisqu'il s'agit de lui — a autant sinon plus de signification que les provocations de ses spadassins RPR ou UDF au Palais-Bourbon.

Si la dévaluation, annoncée le dimanche 4 octobre, n'avait rien pour surprendre, les conditions dans lesquelles elle s'est effectuée méritent analyse. Elles prennent pour cadre l'Europe, la dévaluation du franc de 3 %, s'accompagnant d'une réévaluation du mark de 5.5 %. A priori, c'est une acceptation par le gouvernement allemand d'une mesure qui freine les exportations de la République fédérale vers les autres pays de la CEE. Comme le note le docteur Wolfgang Baumann, expert du BDI (le patronat ouest-allemand) : « La réévaluation est négative pour l'industrie allemande et ses exportations qui sont le seul soutien de la conjoncture actuellement. Les industriels l'acceptent dans une situation pourtant critique pour eux. » (Rapporté par *l'Expansion* du 16.10.81.)

Le gouvernement allemand, appuyé par son patronat, n'a pas pris cette mesure pour faire plaisir à son homologue français ou par « solidarité socialiste ». En témoigne la crise que vient de traverser la coalition au pouvoir en RFA. Le Parti social-démocrate était pour une politique de relance. Les libéraux prônaient une politique d'austérité qui vise à gagner des parts du marché mondial en améliorant la compétitivité grâce à une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce sont les libéraux qui ont triomphé ! 

Le gouvernement allemand a donc exigé des contreparties. Lesquelles ? Continuons de citer le docteur Wolfgang Baumann : « *Nous sommes prêts à faire des sacrifices pour la France... si on laisse faire l'économie de marché. Tout cela posera un jour le problème de l'intégration européenne...* » En d'autres termes : l'expert du patronat allemand exige, comme c'est bien naturel, que l'économie française reste une économie capitaliste. C'est une première contrepartie.


La seconde apparaît clairement quand on examine les mesures d'accompagnement décidées par le gouvernement Mauroy. A travers des mesures telles que la « politique des revenus », on assiste bien à une nouvelle mouture de la politique d'austérité chère à Raymond Barre. Une politique de ce type signifie : faire payer la crise capitaliste aux travailleurs. Par les licenciements, le chômage et la baisse du pouvoir d'achat. C'est aussi le « désengagement » de l'Etat, c'est-à-dire laisser la crise économique capitaliste faire disparaître les entreprises non compétitives, les « canards boiteux »... A l'origine, la politique du gouvernement Mauroy est fondée sur la relance par le déficit des finances publiques, à contre-courant des politiques économiques suivies par les gouvernements de tous les pays capitalistes. Ceux-là, en effet, mettent en œuvre une même politique d'austérité, sous des noms différents : « monétarisme » de Thatcher, « supply side » de Reagan. Cette opposition n'est que partielle, dans la mesure où le budget de la Défense nationale occupe toujours une des premières places dans les dépenses ; parce que l'augmentation de 25 % de la vignette automobile et de la taxe sur les tabacs, la hausse d'environ 18 centimes sur l'essence contribuent à financer ces dépenses ; l'impôt sur les grosses fortunes ne rapportera qu'un milliard, mais celle de l'essence en fournira sept ! Mais à contre-courant pourtant, parce que la philosophie d'ensemble repose sur la lutte prioritaire pour l'emploi. D'où la volonté de la bourgeoisie internationale de modifier le cours de la politique française. Elle y est parvenue à l'occasion de la dévaluation du franc. Ainsi, désormais, la priorité du gouvernement français s'affirme comme pour tous les autres gouvernements, la lutte contre l'inflation.

Que signifie lutter contre l'inflation ? Il faut noter tout d'abord qu'aucun gouvernement capitaliste n'est réellement parvenu à vaincre l'inflation. Le dogme de la lutte contre l'inflation sert à fonder et justifier la politique d'austérité. C'est une véritable guerre idéologique que la bourgeoisie internationale mène contre les travailleurs afin de les contraindre à accepter ses solutions à la crise. Elles passent par des attaques contre la classe ouvrière afin d'accroître le taux d'exploitation. Autrement dit, la lutte contre l'inflation et la politique d'austérité ne sont qu'une seule et même chose, la logique même du capital.

Pour faire accepter cette politique, nos ministres n'hésitent pas à accumuler les contre-vérités. Ce serait parce que l'économie française a un taux d'inflation élevé qu'il y aurait dévaluation du franc. Si cette liaison existait, la première monnaie à dévaluer aurait dû être le dollar : le taux d'inflation prévu aux Etats-Unis pour 1981 est d'environ 14 % ! A l'évidence, il n'existe pas de liaison mécanique entre l'une et l'autre. Par contre, la liaison est réelle entre la dévaluation et la conquête des parts du marché mondial. La bourgeoisie française voit bien le problème dans son ensemble : il s'agit d'améliorer la compétitivité de l'industrie française. La dévaluation est, en effet, la constatation de la perte de compétitivité de l'industrie française. Ce qui signifie que l'économie française subit plus fortement la deuxième récession, moins profonde mais plus durable que celle de 1974-1975, que celle de l'Allemagne.

Les mesures d'accompagnement de la dévaluation vont de pair avec la prise de conscience, de la part du gouvernement, de l'existence réelle de cette récession, qui fait apparaître comme utopique la politique budgétaire de relance.

La deuxième contre-vérité est formulée par Delors quand il a prétendu, le 5 octobre, que « *un point de moins d'inflation, c'est 50 000 emplois de plus* ». Encore une liaison non démontrée, aucun exemple ne pouvant être fourni ni aucun fondement théorique ou empirique.

Le but de toutes ces déclarations, c'est de faire accepter la logique du capital. Ainsi, tandis que le patronat français trouvait un solide allié dans la bourgeoisie européenne, le gouvernement cédait devant les diktats des gouvernements 



européens. Abandonnant sa timide politique de relance, il acceptait de mettre en œuvre une nouvelle forme de politique d'austérité.

Pourtant, c'est dans l'autre sens qu'il faut aller pour défendre les intérêts des travailleurs. Une des mesures prises par J. Delors pourrait aller dans la bonne direction : c'est le blocage des prix. Beaucoup de commentateurs ont poussé des hauts cris devant cette mesure qui implique de revenir sur la liberté des prix, c'est-à-dire, partiellement, sur la logique de l'économie de marché. Mais le blocage actuel, outre qu'il n'est mis en place que pour six mois, ne vise que quelques produits. Il serait possible de poursuivre dans cette voie en faisant appel à la mobilisation des travailleurs. Sinon la réaction du patronat français et de la bourgeoisie européenne ne se fera pas attendre.

Les directions PS et du PCF multiplient les concessions au patronat. La direction du PCF a bien critiqué les mesures d'accompagnement de la dévaluation, sans remettre en cause la solidarité gouvernementale ni l'acceptation du cadre du Marché commun. Une alternative existe. Face à la logique du capital, il faut opposer une logique de rupture avec les lois de fonctionnement du capitalisme. Là est la seule solution réaliste. Ce réalisme, c'est celui des travailleurs qui entrent en lutte à Renault, dans les banques et ailleurs. Pour s'opposer aux attaques patronales, refuser l'accélération des cadences, la baisse du pouvoir d'achat et l'autoritarisme de la hiérarchie. Les travailleurs montrent ainsi la seule voie pour le changement véritable : celle qui consiste à s'attaquer aux intérêts patronaux, à faire payer le CNPF !

Retour à Valence : c'est bien dans ce sens, quoique confusément, que poussait la base du PS représentée au congrès. Mais c'est dans une autre direction opposée qu'intervint Pierre Mauroy, avec tout le poids de l'autorité gouvernementale, quand il repoussa fermement tout acte qui remettrait en cause « l'unité nationale », c'est-à-dire la collaboration de classes avec le patronat !

PS et PC ont pourtant les moyens politiques de faire payer le CNPF et d'écarter les hauts fonctionnaires giscardiens de leurs responsabilités dans l'appareil d'Etat comme à la tête des entreprises nationales. Ces moyens leur ont été donnés le 10 mai et le 21 juin par les travailleurs. Qu'ils usent de leur majorité parlementaire pour bloquer les licenciements et les prix, pour imposer l'échelle mobile des salaires et une loi sur la semaine de 35 heures, pour nationaliser les grandes entreprises sans indemniser les capitalistes !

Un déclin historique

La gravité de la crise du PCF tient essentiellement à une série de facteurs historiques et structurels. Les processus de recomposition au sein du mouvement ouvrier français ne portent pas seulement sur le terrain de l'influence électorale du PC et du PS, même si c'est là que les bouleversements les plus spectaculaires sont intervenus.

Ils interviennent également au niveau syndical, avec la perte d'influence notable de la CGT depuis plusieurs années au profit de la CFDT et qui s'est encore accentuée avec l'alliance électoral de la CGT avec le PS. Cette alliance a entraîné la défection de la majorité de la direction en faveur du « candidat des 131 propositions ». Cette politique a provoqué au sein de l'organisa-

tion de travailleurs se représentant comme pendant des mois, Georges Marchais et la direction du PCF ont refusé de s'engager sur la question du désistement et de l'unité pour battre Clément. Ils se souvenaient des « petites phrases » du secrétaire général sur « la bande des trois » ou explicitement que la « discipline républicaine » était à ranger au premier des accessoires démodés du mouvement ouvrier. Ils se souvenaient comment les politiciens d'Union dans les luttes ont été calomniés et accusés d'électoralisme depuis les colonnes de l'Humanité.

La désaffection électorale des travailleurs à l'égard des candidats du PCF a également ralenti l'impact croissant de la crise internationale du stalinisme. La direction du PCF a

peut-être historiquement fait cette erreur de ne pas s'engager sur la question du désistement et de l'unité pour battre Clément. Ils se souvenaient des « petites phrases » du secrétaire général sur « la bande des trois » ou explicitement que la « discipline républicaine » était à ranger au premier des accessoires démodés du mouvement ouvrier. Ils se souvenaient comment les politiciens d'Union dans les luttes ont été calomniés et accusés d'électoralisme depuis les colonnes de l'Humanité.